



►
OBSERVATOIRE
DE LA COHÉSION
SOCIALE
ET TERRITORIALE

DÉCEMBRE
2021

FOCUS QUARTIER

►
**QVA Basses Barolles
Saint-Genis-Laval**



Sommaire

<i>Introduction : Mieux comprendre les tensions observables aux Basses Baroles</i>	3
<i>1. De quoi parlons-nous ?</i>	6
<i>2. Comment expliquer la situation</i>	11
<i>3. Quelles sont les conséquences des problèmes et quelles réponses ont été apportées</i>	16
<i>4. Que pourrait-on faire demain ?</i>	19
<i>Conclusion : ce que l'on peut en retenir</i>	22

Mieux comprendre les tensions observables aux Basses Barolles

Le Quartier de Veille Active des Basses Barolles à Saint-Genis-Laval est confronté depuis plusieurs années à la présence de groupes jeunes qui occasionneraient, pour une partie d'entre eux, des troubles de différentes natures. Des enfants d'une dizaine d'années, des adolescents et de jeunes adultes commettraient régulièrement des incivilités. Bien que relativement ancien, ce phénomène demeure mal connu dans sa complexité : *qui sont ces jeunes ? Combien sont-ils ? Quels types de problèmes occasionnent-ils ? Où, quand et pourquoi ? Quelles sont les réponses qui ont à ce jour été apportées ? Avec quels résultats ? De nouvelles solutions sont-elles envisageables ? Comment les mettre en œuvre avec succès ?*

C'est pour répondre à ces questions que la **Ville de Saint-Genis-Laval et la Métropole de Lyon ont confié à l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise la réalisation d'une étude sociologique.** Cette démarche, baptisée « **focus quartier** », comporte deux volets :

- **une analyse synthétique des principaux indicateurs récents disponibles** sur ce territoire ;
- **une enquête par entretiens avec des acteurs locaux.**

Quinze intervenants du quartier ont été interviewés durant le troisième trimestre 2021. S'appuyant sur leur expérience de terrain, tous ont fait état de problèmes unanimement considérés comme inquiétants et appelant des interventions. Mais par-delà ce premier niveau de diagnostic partagé, leurs degrés de connaissance et leur lecture des tensions évoquées variaient sensiblement. L'enquête menée ambitionne donc de clarifier la situation, d'en faciliter la compréhension par le plus grand

nombre, de mettre au débat entre les acteurs locaux le bilan des actions engagées jusqu'à présent et celles qui pourrait l'être à l'avenir, notamment sur la thématique de la parentalité et de l'accompagnement des familles.

Un atelier a ainsi été organisé dans le courant du mois de décembre 2021 pour amender ce rapport et aboutir à une version enrichie d'un temps d'échange collectif. **Ce document présente les résultats de cette démarche.**

Éléments de méthode

Les sources exploitées

- Insee-Filosofi 2015, données carroyées : estimation de la population des Basses Barolles à partir des données par carreau
- Caf du Rhône fin 2019 – effectifs et profil des foyers allocataires de la caf (percevant au moins une prestation sociale)
- Insee-Filosofi 2018, données à l'iris
- DREAL-RPLS 2018 – effectifs et caractéristiques du parc locatif social (géolocalisation Agence d'urbanisme)
- Pôle-emploi fin 2020 – effectifs et profil des demandeurs d'emploi (géolocalisation Agence d'urbanisme)

Précaution d'interprétation

- Les données disponibles ne couvrant pas la période récente (Caf fin 2019, Filosofi, données carroyées 2015...), il n'est pas possible d'objectiver toutes les observations qualitatives issues des entretiens.

Population

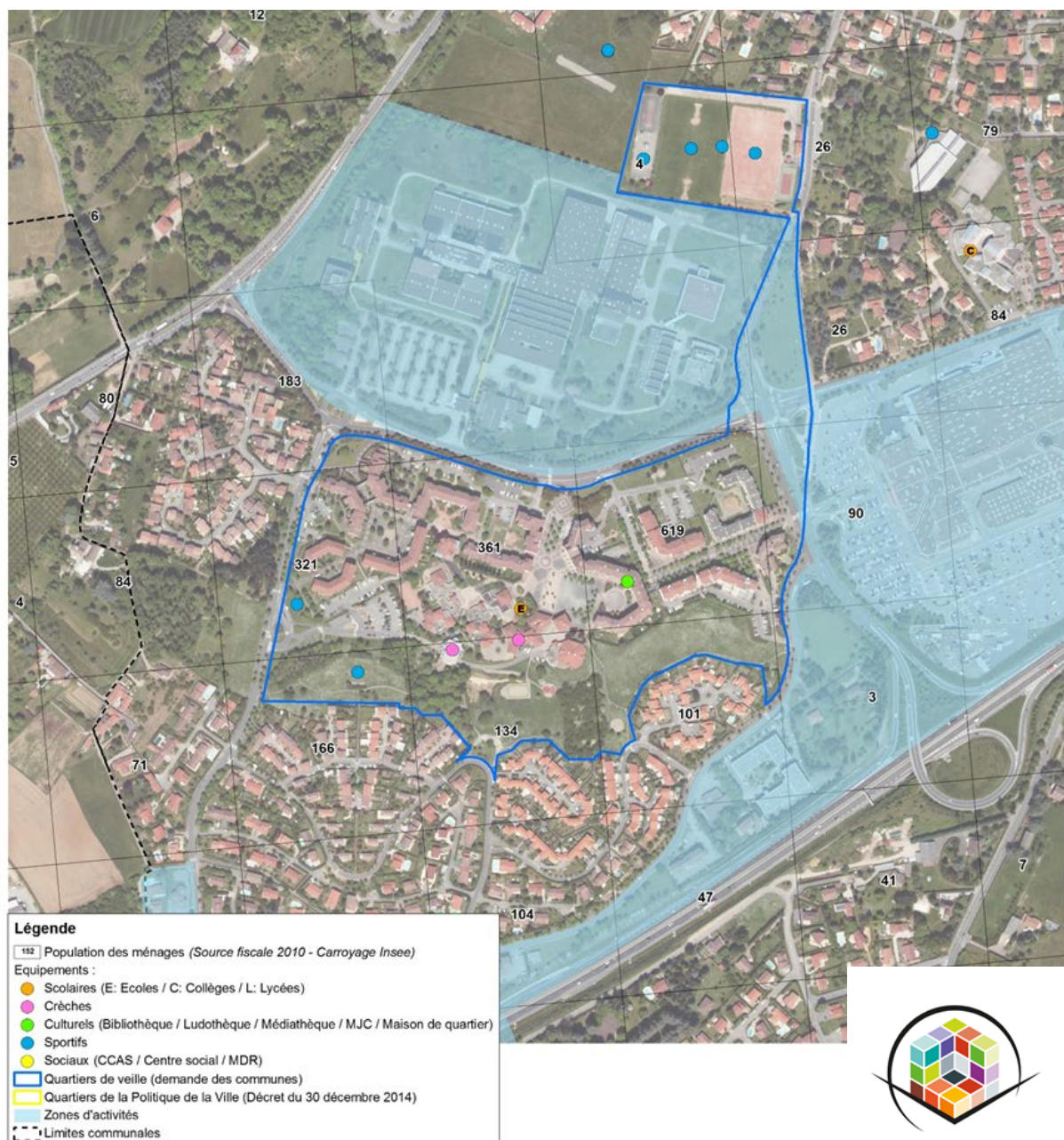
1 400 habitants en 2015 (Filosofi 2015)

Le nombre d'habitants reste constant depuis 2010.

Les quartiers de la Politique de la Ville (demande des communes)

Saint Genis Laval – Les Basses Baroles

Population - Equipements





De quoi parlons-nous ?

Contexte, histoire et géographie des problèmes identifiés

Un cadre de vie qualitatif mais dont l'évolution est source d'inquiétude

Le quartier des Basses Barolles bénéficie en premier lieu de nombreux atouts : disposant d'un environnement qualitatif, c'est un secteur jugé agréable où sont présents différents équipements et institutions et dans lequel les pouvoirs publics et les bailleurs investissent pour l'avenir (entretien, rénovations, aménagements...). Il est par ailleurs bien situé à l'échelle de la métropole.

Sur la plan social, sa population est relativement mixte et regroupe à la fois des locataires du parc social généralement issus de milieux populaires, des habitants des copropriétés appartenant à la classe moyenne et des propriétaires de pavillons, plus aisés. Le profil des élèves de l'école Paul Frantz reflète cette diversité.

Plusieurs acteurs locaux s'interrogent toutefois sur l'évolution récente de la situation sociale du quartier qui présenterait des signes de fragilisation : les dernières familles arrivées dans le parc social seraient confrontées à davantage de problèmes, le turnover serait élevé et la population vieillirait dans son ensemble. La démographie scolaire serait par ailleurs orientée à la baisse au sein de l'école Paul Frantz. De manière globale, on noterait une hausse des informations préoccupantes faites sur la commune de Saint-Genis-Laval au sujet d'adolescents mais aussi de jeunes enfants en difficulté dans leur scolarité. Il n'est toutefois actuellement pas possible de savoir si ces informations préoccupantes se concentrent sur le quartier des Basses Barolles.

Ces phénomènes sont réels mais doivent être interprétés avec prudence car ils ne concernent pas que le quartier des Basses Barolles mais sont souvent plus larges. Ainsi, par exemple, les effectifs des écoles diminuent dans l'ensemble de l'Ouest Lyonnais et pas uniquement aux Basses Barolles. A un autre niveau, les départs du quartier de certaines familles peuvent peut-être parfois s'expliquer par des comportements de « fuite » mais également par de simples déménagements dans le cadre de parcours résidentiels « classiques ». Seul le turnover dans le parc social apparaît à ce stade comme objectivement important et appelant une vigilance. La part des expulsions pour cause d'impayés de loyers dans les motifs de départ gagnerait notamment à être mieux connue.

Une mobilité élevée dans le parc locatif social

Le parc locatif social comprend 278 logements locatifs sociaux.

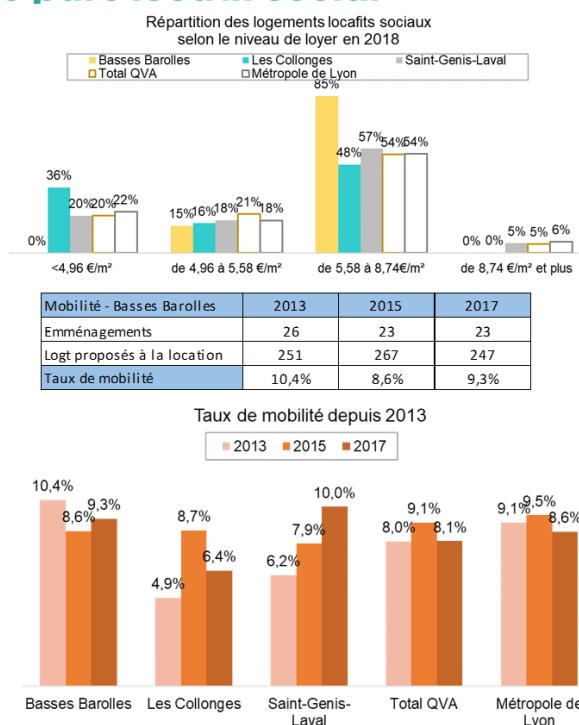
Le loyer moyen est de 6,2€ au m² :

- 5,9 €/m² dans l'ensemble des QVA et dans la Métropole de Lyon et 5,2 €/m² aux Collonges
- 85% des logements locatifs sociaux affichent un loyer entre 5,58 et 8,74€/m²

La mobilité dans le parc locatif social est assez élevée en 2017 :

- 9,3% aux Basses Barolles contre 8,1% en moyenne dans les QVA
- 23 ménages emménagent par an depuis 2013 ; 16 attributions en 2019.

Le taux de mobilité est calculé sur les logements proposés à la location en excluant les logements mis en location pour la première fois.

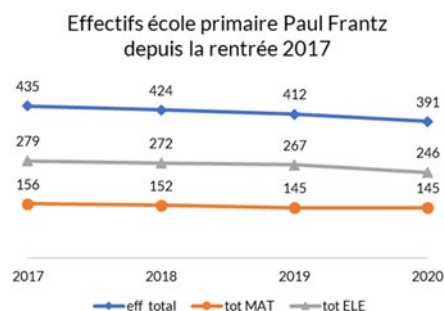


Source : DREAL – RPLS

Une baisse du nombre d'élèves dans l'école Paul Frantz

A la rentrée 2020, l'école primaire Paul Frantz accueille 391 élèves.

Ce nombre est en baisse depuis 2017 (-44 élèves), alors qu'il augmente dans le reste de la commune (+38 élèves).



Des problèmes causés par des jeunes... plus ou moins jeunes et nombreux

Les problèmes repérés dans le quartier sont le fait de jeunes dont il est difficile de décrire avec précision le profil car beaucoup de témoins ne se manifesteraient pas, par crainte de représailles (notamment les locataires du parc social et/ou les familles ne causant aucun problème particulier, majoritaires et « invisibles »). Par ailleurs, une grande partie des incivilités se produiraient le soir voire la nuit, lorsqu'une

partie des intervenants (gardiens d'immeubles et éducateurs, notamment) ne sont plus présents.

Par-delà cette limite, deux groupes distincts sont évoqués par les acteurs locaux :

- **Les plus jeunes (10/14 ans)** : ils constitueraient un petit groupe, de cinq à dix personnes environ. Ils seraient « passés entre les gouttes » des différents dispositifs existants (interventions du centre social, travail de l'école autour de la citoyenneté...)

- **Les plus âgés (15/30 ans)** : ce groupe serait sensiblement plus important, entre dix et trente personnes selon les moments de la journée et de l'année.

Les jeunes de 14 ans (« génération 2007 ») sont identifiés par certains acteurs comme étant ceux qui créeraient le plus de difficultés. Certains auraient été repérés dès leur entrée en sixième en raison de leurs comportements (problème général de respect, de rapport aux adultes...). Ils apparaissent souvent comme des « meneurs ». Leur jeune âge leur donnerait le sentiment de ne rien risquer en termes de punition/condamnation. Ces mêmes jeunes de 14 ans auraient des attitudes très différentes selon qu'ils sont seuls entre eux ou en présence d'autres personnes, et notamment d'adultes. Ils seraient ainsi beaucoup plus respectueux dans le second cas, particulièrement lorsqu'ils sauraient qu'il est possible d'entrer en contact avec leur famille.

On trouve dans ces deux groupes – les plus jeunes et les plus âgés – des fratries.

Plus largement, les plus jeunes et les moins jeunes auraient tendance à se mélanger régulièrement même s'ils auraient des

temporalités et des activités qui leur seraient propres.

La taille des groupes exercerait une influence sur les problèmes générés : plus les jeunes seraient nombreux, et plus il y aurait d'incivilités.

Ces groupes seraient quasi exclusivement masculins même si des filles auraient parfois été aperçues.

Certains de ces jeunes habiteraient le quartier, d'autres viendraient du quartier des Collonges, d'autres encore seraient extérieurs à la commune.

Des incidents causés par une petite minorité de personnes.

Selon plusieurs témoignages, un seul jeune serait responsable à lui seul de 70% des problèmes...et la grande majorité des jeunes présents dans l'espace public des Basses Barolles se montreraient courtois et respectueux lorsqu'on dialogue avec eux. Les tensions observables seraient ainsi le fait d'une toute petite minorité.

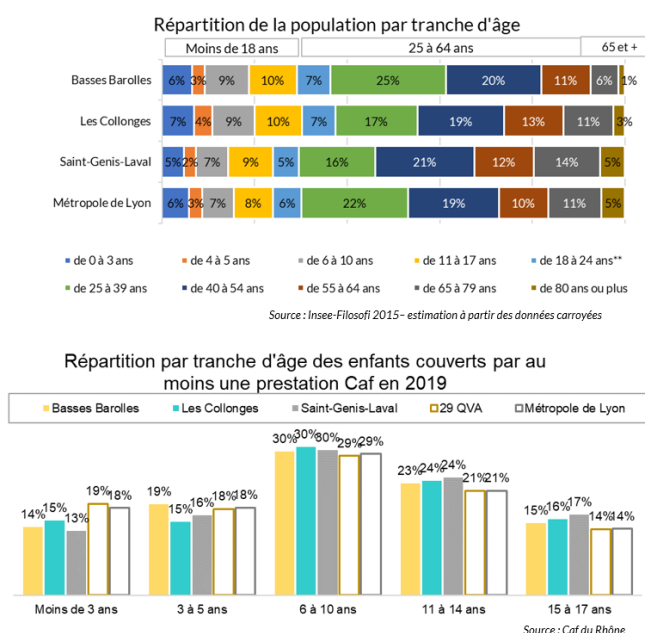
Une population plus jeune que dans le reste de la commune

- Une population plus jeunes aux Basses Barolles qu'en moyenne dans la commune :

29% des habitants des Basses Barolles ont moins de 18 ans, contre 23% dans la commune.

- Un indice de jeunesse entre 3 et 4 fois plus élevé dans ce quartier que dans l'ensemble de la commune :

3,9 aux Basses Barolles, contre 1,2 à Saint-Genis-Laval.



Des problèmes de différentes natures et gravité

Les incidents identifiés par les acteurs locaux sont multiples et varieraient selon l'âge de leurs auteurs.

S'agissant des plus jeunes (10/14 ans), les principaux problèmes seraient les suivants : dégradations, vols (dans les boîtes aux lettres, au centre commercial, à la pharmacie...), insultes (à l'interphone de l'école, par exemple), intrusion (dans l'école lorsqu'elle est fermée / sur son toit), « caillassages » (école, bus, voitures de police), dégradation de véhicules de riverains, lancement de pétards (dans la cour de l'école), jeux/dispersion de caddies de supermarché dans le quartier (la présence de ces caddies ne serait toutefois pas due aux jeunes mais à leurs parents qui les utiliseraient pour ramener leurs courses chez eux et les abandonneraient ensuite), bagarres entre eux et avec d'autres jeunes venant d'autres quartiers de la ville (les Collonges) ou d'autres communes de la Métropole (Oullins), racket à la sortie des établissements scolaires, etc. Un jeune aurait par ailleurs été identifié comme étant un « guetteur » pour le compte de plus grands.

Les problèmes causés par les plus âgés (15/30 ans) seraient sensiblement différents : ils « squatteraient » (au pied de certains immeubles, dans des sous-sols voire parfois dans des appartements), fumeraient (la chicha, sur les parkings), boiraient (de l'alcool, toujours sur les parkings), organiseraient des barbecues (notamment en été, sur le parking de la résidence du groupe 3F), mangeraient (dans les sous-sols), laisseraient des détritits (un peu partout), feraient du bruit et/ou des « rodéos » avec des deux-roues motorisés, vendraient et consommeraient du cannabis (même si le trafic de stupéfiants semble être davantage présent dans d'autres secteurs de Saint-Genis-Laval), urinaient dans les parties communes de certains immeubles, se promèneraient avec des chiens sans muselière, circuleraient à vive allure en voiture, feraient de la mécanique « sauvage ». Bien que rares et jusqu'à présent ponctuels, des faits d'incendie (de garage/scooter) ont également été rapportés.

Dans les deux cas, **ces groupes de jeunes génèreraient des tensions avec une partie des habitants** (intimidation de certains locataires

et/ou des publics les plus jeunes), **parfois avec des commerçants** (conflit avec le nouveau boulanger) **ainsi qu'avec la police** (jets de projectiles sur les voitures des policiers).

Plus largement, l'ensemble de ces incidents produirait au sein du quartier un climat de gêne voire de malaise. La présence de groupes de jeunes dans l'espace public et certains lieux privés apparaît comme intimidante, notamment pour des personnes âgées et des professionnelles qui travaillent en soirée (lorsqu'elles doivent passer devant eux ou leur demander de se pousser pour sortir leurs voitures du parking, par exemple).

Des problèmes anciens, "cycliques", plus importants en soirée et en été

Les incivilités présentes aux Basses Barolles existeraient depuis longtemps. Plusieurs acteurs locaux signalent qu'ils en ont connaissance depuis plusieurs années. L'ampleur et l'évolution de ces problèmes font toutefois débat, faute d'instruments de mesure fiables : pour certains intervenants, ces problèmes seraient devenus plus importants au fil du temps et progresseraient encore ; pour d'autres, ils demeureraient limités et auraient tendance à être aujourd'hui moins aigus que dans le passé.

Ce qui semble constituer la principale source d'inquiétude actuelle, c'est moins le volume des problèmes que le profil des jeunes concernés, dont certains seraient très jeunes. Des alertes auraient ainsi été faites pour de très jeunes enfants qui rencontreraient de lourdes difficultés précoces dans leur scolarité et leur comportement.

En termes de temporalités, on relève :

- Des « petits problèmes » réguliers (regroupements, dégradations), des « gros problèmes » plus ponctuels (bagarres, incendies).
- Davantage de problèmes le week-end, pendant les vacances scolaires et en été.
- Pour les plus jeunes (10/14 ans) : des incidents qui auraient lieu plutôt en journée, de 18h à 22h voire minuit.

- Pour les plus âgés (15/30 ans) : davantage de troubles en soirée.

Le nombre de jeunes impliqués varierait au fil de la journée : très limité le matin, il augmenterait dès l'après-midi pour devenir le plus important en soirée.

De manière générale, on observe que **des problèmes surgissent, s'aggravent, se calment, disparaissent quasiment... avant de réapparaître.** Ce caractère cyclique des troubles complexifie considérablement leur surveillance et leur compréhension et génère une forme de lassitude, tant au sein de la population que chez certains acteurs locaux dont beaucoup ont été amenés à tenter de trouver des solutions à plusieurs reprises.

Des problèmes à la fois diffus et circonscrits à certains secteurs

Les immeubles concernés par le squat des sous-sols – ainsi, plus ponctuellement que celui des halls – **sont essentiellement ceux situés allée des Basses Barolles.**

Les jeunes les plus âgés se regrouperaient en soirée à proximité du snack ainsi que **devant la boulangerie « Au petit quignon ».**

Les problèmes liés au trafic de drogue auraient tendance à se déplacer : ils seraient aujourd'hui concentrés au 20 avenue Charles de Gaulle et au 25 allée des Basses Barolles, mais d'autres immeubles auraient été concernés à d'autres moments, avant que la situation ne s'y améliore. Aujourd'hui, ce sont ces deux numéros qui concentreraient les difficultés même si d'autres immeubles seraient toujours concernés à des degrés moindres : vitres cassées, tags (indiquant, parfois, le prix de vente de la drogue), etc. Certains intervenants s'interrogent sur l'éventuelle complicité de familles vivant dans ces immeubles.

Il en va de même s'agissant des dégradations diverses. **Un caddie de supermarché a été brûlé au 140 route de Vourles, un autre au 13 allée des Basses Barolles...**

La mécanique « sauvage » serait très présente sur le parking du 20 avenue Charles de Gaulle. Là encore, d'autres adresses seraient également concernées, mais de façon moins importante. Ce

phénomène serait en progression dans l'ensemble du quartier.

Des « rodéos » se produiraient régulièrement sur la place des Basses Barolles.

Il y aurait enfin des regroupements et parfois des bagarres devant le local de l'APF. Les intervenantes auraient pour cette raison du mal à y rentrer / en sortir et ne se sentiraient pas en sécurité.

Sauf exception, les problèmes ne se produiraient pas directement dans l'école du quartier mais à l'extérieur. On ne relèverait ainsi pas de montée significative des incivilités au sein même de l'établissement. Il est arrivé que des pétards soient jetés dans la cour depuis l'extérieur, mais cela demeurerait exceptionnel. Il en va de même pour le collège : ce sont surtout aux abords / à l'entrée de l'établissement que peuvent survenir des tensions.



Comment expliquer la situation ?

Causes sociales, urbaines et organisationnelles

Précarité générale, affaiblissement des liens sociaux et manque de perspectives pour la jeunesse : trois explications aux difficultés repérées

La précarité des jeunes et de leurs familles constituerait une première explication aux difficultés observées : les parents des jeunes concernés seraient souvent en recherche d'emploi, ou exerceraient des activités précaires et peu rémunératrices. Il leur serait parfois difficile d'inscrire leurs enfants à des activités pour des raisons financières. Ils seraient souvent happés par les problèmes du quotidien et auraient de ce fait du mal à suivre leurs enfants. Certains seraient confrontés à des relations particulièrement difficiles avec eux et ne parviendraient plus à les gérer. La crise sanitaire aurait aggravé la situation : durant les périodes de confinement, les structures locales étaient en effet fermées et il n'y avait plus de tiers entre les jeunes et leurs familles. Globalement, des situations familiales complexes et fragiles sont évoquées : familles recomposées, familles monoparentales, etc. La présence d'un père dans le foyer est repérée comme un élément stabilisateur. Des tensions seraient également parfois observables au sein même des familles : des conflits entre cousins, par exemple, qui généreraient des problèmes par la suite. Des parents demanderaient ainsi parfois à ce que leur enfant ne soit pas scolarisé avec un membre de la famille.

Les jeunes eux-mêmes seraient souvent dans des situations socioéconomiques complexes. Beaucoup auraient eu une scolarité problématique, rendant difficile la construction de projets à moyen et long termes et la projection dans l'avenir. Beaucoup des jeunes concernés habiteraient à proximité immédiate les uns des autres, ce qui produirait un « effet

quartier » négatif. Une partie de ces jeunes serait par ailleurs originaire d'autres quartiers et ne maîtriserait pas encore les « codes » des Basses Barolles. L'attrait de l'argent facile du trafic de drogue entrerait également directement en concurrence avec d'autres activités licites mais moins rémunératrices. Les réseaux sociaux joueraient aussi un certain rôle. Les jeunes y passeraient beaucoup de temps – ce qui expliquerait d'ailleurs que certains soient fatigués à l'école en raison de nuits trop courtes – et leurs parents maîtriseraient mal ces supports. Certains jeunes seraient ainsi devenus trop autonomes avec un outil qui les dépasserait et vis-à-vis duquel les adultes autour d'eux n'auraient pas la capacité d'intervenir.

De façon très générale, les plus jeunes causeraient des problèmes car ils seraient livrés à eux-mêmes en l'absence d'adultes référents (parents, grands frères...) tandis que les grands s'ennuieraient et chercheraient simplement à s'occuper et à être ensemble quelque part, en l'absence d'un lieu dédié. La disparition des « grands frères », des jeunes plus âgés qui « tenaient » dans le passé les plus jeunes et leur évitaient de faire des bêtises, est évoquée à plusieurs reprises. Les plus petits seraient à présent un peu livrés à eux-mêmes. Plus largement, plusieurs intervenants pointent une perte d'influence des « figures d'autorité » : police, enseignants, parents... Le désœuvrement constitue une autre cause évoquée à plusieurs reprises : les jeunes s'ennuieraient, faute d'activités, et commettraient des incivilités diverses pour s'occuper. Il s'agirait notamment de la raison pour laquelle une grande partie des problèmes se produiraient durant la soirée voire la nuit, lorsqu'il n'y a rien de prévu ni d'ouvert pour ces jeunes. L'oisiveté et l'absence d'une offre forte d'activités expliqueraient une partie des incidents, notamment chez les adolescents. Plus largement, ces publics seraient aujourd'hui

difficiles à mobiliser. Il semble complexe de trouver un thème susceptible de les intéresser et pour lequel ils seraient prêts à s'engager. Sur un autre plan, des événements se produisant dans d'autres villes ou quartiers (La Duchère, Rillieux-la-Pape, Rives-de-Giers...) « inspireraient » par ailleurs certains jeunes qui seraient tentés de faire pareil aux Basses Barolles. Des incidents avec les jeunes les plus âgés se produiraient également parfois en réaction à des actions menées par la Police (une enquête avec des perquisitions, par exemple). Quelques acteurs locaux font état de tensions directes avec la police résultant d'interventions jugées abusives. Outre le désœuvrement, **un sentiment de délaissement est également mentionné** par plusieurs acteurs locaux : en dehors du centre social et de l'école, peu de structures seraient finalement présentes sur le quartier (notamment les services publics), obligeant les jeunes à se rendre dans le centre de Saint-Genis ou dans d'autres quartiers. **De même, l'offre de loisirs pour les adolescents est parfois jugée insuffisante.** Le Centre social propose certes des activités, mais ce sont plutôt les jeunes enfants et les familles qui en profiteraient. Les adolescents seraient plus difficiles à capter. Certains intervenants considèrent enfin que les problèmes qui se posent aujourd'hui aux Basses Barolles sont en partie des problèmes des Collonges qui « glisseraient » sur le quartier et conduiraient à sa détérioration progressive.

Des parents majoritairement investis dans le suivi de leurs enfants.

La plupart des acteurs locaux considèrent que les parents demeurent généralement mobilisés, même s'ils sont souvent confrontés à un cumul de difficultés qui rend le suivi de leurs enfants difficile. Toutefois, quelques intervenants indiquent que certains parents ne répondent pas aux invitations qui leur sont adressées ou se dédouanent systématiquement des problèmes causés par leurs enfants en estimant qu'ils ne sont pas responsables. La présence de familles monoparentales est ici à prendre en considération : composées, par définition d'un seul parent, il leur serait parfois difficile de bien encadrer leurs enfants lorsqu'ils travailleraient. Certaines familles en grande difficulté ne feraient par ailleurs pas l'objet d'un suivi judiciaire alors qu'elles le nécessiteraient. Des acteurs locaux évoquent à ce titre une « adhésion de façade » à diverses démarches mises en œuvre : ces familles s'efforceraient de montrer qu'elles s'investissent dans la résolution des problèmes causés par leurs enfants, sans toutefois y parvenir réellement ni être accompagnées de manière adaptée pour cela.

Une baisse des revenus jusqu'en 2017

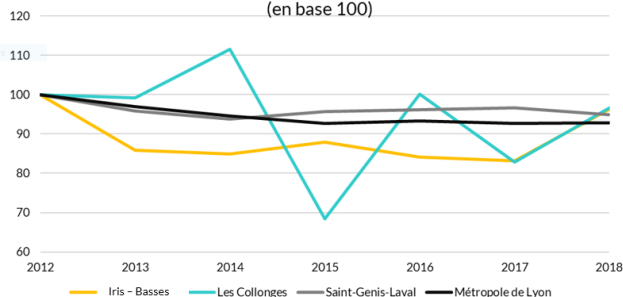
Entre 2012 et 2017, on relève une dégradation des revenus déclarés par les foyers les plus précaires plus marquée dans l'Iris des Basses Barolles par rapport à l'ensemble de la commune (1^{er} décile), puis une hausse entre 2017 et 2018.

Fin 2019, 13% des foyers allocataires de la caf perçoivent le RSA dans le QVA des Basses Barolles :

- Ce taux est comparable à la moyenne des QVA (14%) et plus faible que dans le QPV des Collonges (18%).

Premier décile - si on classe les ménages en fonction de leurs revenus et on découpe cette distribution en tranches de 10 %, le premier décile est la valeur du revenu qui sépare d'un côté les 10% des ménages dont le revenu est le plus faible (les 10% des ménages les plus précaires) et de l'autre, les 90% dont le revenu est plus élevé.

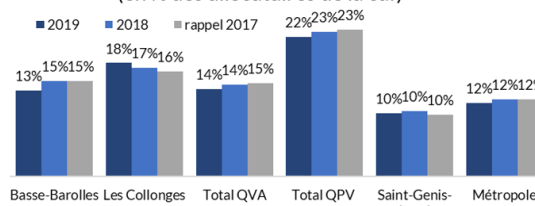
Evolution du 1er décile du revenu déclaré depuis 2012 (en base 100)



Source : Insee-Filosofi

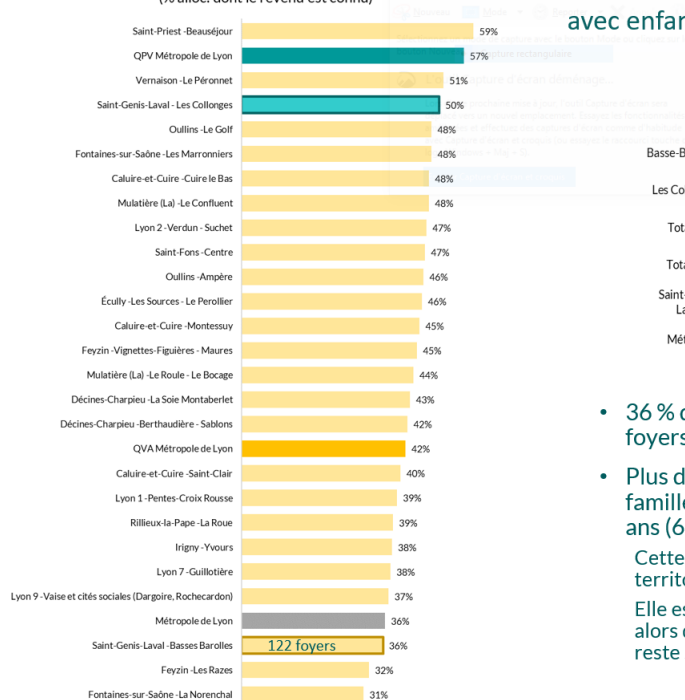
Ne disposant pas de données sur le périmètre du QVA des Basses Barolles, nous avons utilisé le revenu du 1^{er} décile de l'Iris des Basses Barolles (iris qui englobe le QVA) en supposant que les ménages les plus précaires de cet iris résident dans le QVA (cf. carte à la fin de ce document).

Part des foyers percevant le RSA (en % des allocataires de la caf)



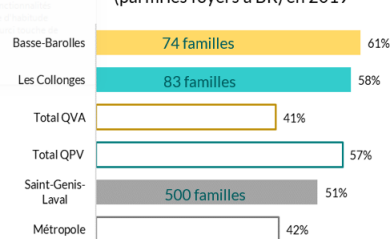
Source : Caf du Rhône

Part des foyers à bas revenus dans les QVA en 2019 (% alloc. dont le revenu est connu)



Une surreprésentation des foyers à bas revenus avec enfants

Familles à bas revenus avec enf< 18 ans (parmi les foyers à BR) en 2019

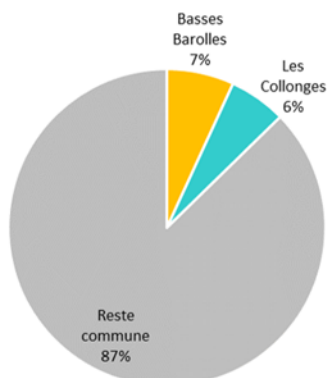


- 36 % de foyers à bas revenus, soit 122 foyers
- Plus de la moitié de ces foyers sont des familles avec des enfants de moins de 18 ans (61%)
Cette part est supérieure par rapport aux autres territoires de comparaison.
Elle est en hausse par rapport à 2017 (58%), alors que dans les autres territoires cette part reste stable ou baisse.

Un chômage important

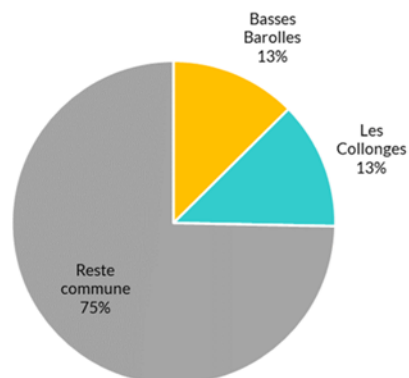
- Au 31 décembre 2020, le quartier des Basses Barolles compte 179 demandeurs d'emploi de catégorie A, B ou C,
- soit 13 % des demandeurs d'emploi de la commune alors qu'il représente 7 % de la population.

Part de la population des quartiers QVA et QPV dans la commune



Source : Insee Filosofi 2015 carroyage

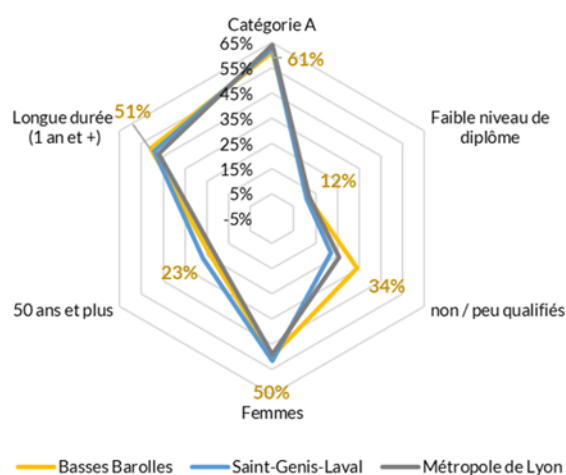
Part des demandeurs d'emploi des quartiers QVA et QPV dans la commune



Source : Pôle emploi 31/12/2020, géolocalisation

Un profil des demandeurs d'emploi dans la moyenne de la commune

Profil des demandeurs d'emploi fin 2020



Un quartier morphologiquement très ouvert, peu doté en commerces de proximité et services publics

La forme urbaine du quartier expliquerait également pour partie certains problèmes.

Les Basses Barolles auraient originellement été aménagées dans une « approche intégrée », mêlant logements sociaux et privés, centre commercial et écoles. Morphologiquement, **le quartier est très ouvert, offrant des cônes de vue et de nombreuses lignes de fuite.** Cette porosité concerne aussi certains équipements. Il est ainsi facile de s'introduire dans la cour de la crèche, qui connaît des intrusions régulières depuis longtemps. De même, le toit plat de l'école inciterait certains jeunes à grimper dessus pour avoir une vision d'ensemble du quartier. De nombreuses caves sont par ailleurs présentes dans le secteur. Elles sont difficiles à surveiller par les forces de l'ordre et constituent des lieux de regroupement et de trafics faciles. **Enfin certains intervenants pointent un défaut d'éclairage dans le quartier**, notamment en direction de la pharmacie, au niveau du square, près du local poubelles du 25 allée des Basses Barolles. Il leur aurait été indiqué que c'était pour limiter les regroupements, mais cela renforcerait paradoxalement le sentiment d'insécurité.

En termes d'équipements, **l'école Paul Frantz demeure un élément central dans le quartier, aux côtés du centre social.** Elle était très innovante lors de sa création car elle disposait d'un centre de loisirs intégré. Il s'agissait alors de quelque chose d'original et de valorisant, qui rendait le quartier attractif pour des publics extérieurs. **Mais la plupart des acteurs locaux interviewés considèrent que les Basses Barolles manquent aujourd'hui de commerces et de services qui apporteraient de la vie, de la présence humaine, de la convivialité, des liens sociaux et *in fine* du contrôle social.** Plusieurs intervenants estiment que les liens sociaux sont pour cette raison peu développés dans le quartier. **Le sentiment d'appartenance à la commune de Saint-Genis-Laval y serait faible. Les Basses Barolles apparaîtraient dès lors comme un « quartier dortoir ».**

Bien que situé à proximité immédiate des Basses Barolles, **le centre commercial Saint-Genis 2 ne**

jouerait pas un rôle de centralité à l'échelle du quartier. Il concurrencerait au contraire le commerce de proximité qui ne se développerait pas en raison de sa présence trop proche. D'autre part, **en dehors de l'école et du centre social, les services publics seraient peu nombreux dans le quartier.** La Maison de la Métropole de Saint-Genis-Laval avait initialement été implantée aux Basses Barolles mais a finalement déménagé.

Un turnover important chez une partie des acteurs locaux

Pour faire face aux difficultés qu'il rencontre, le quartier des Basses Barolles aurait besoin de stabilité, avec des intervenants qui en connaissent bien les enjeux et l'histoire. Or, **plusieurs acteurs locaux occupant des fonctions importantes sont arrivés récemment :** Directeur de l'école Paul Frantz, éducateurs de la Fondation AJD, Responsable de la Police municipale, Responsable du service jeunesse... Ils découvrent une situation complexe qu'ils ne connaissent pas toujours dans ses détails.

Plus récemment, le Chef de Projet de la Politique de la Ville a quitté ses fonctions et son remplaçant est pour l'instant en cours de recrutement.

Ce turnover complexifie le partenariat local pour lequel davantage de continuité serait souhaitable. Beaucoup de projets dans le domaine social reposent en effet sur les personnes qui les portent. Lorsqu'elles quittent le quartier, il est fréquent que les projets s'essouffent voire arrêtent.

On note par ailleurs une certaine lassitude chez une partie des acteurs locaux qui ont le sentiment que la situation est difficilement soluble dans les circonstances actuelles.

Construire une relation de confiance avec les jeunes du quartier nécessite du temps. Lorsqu'un éducateur est remplacé, il faut par exemple du temps à son successeur pour recréer des liens et « faire ses preuves » auprès des publics.



Quelles sont les conséquences des problèmes et quelles réponses ont été apportées ?

Impacts sur les habitants, solutions mises en œuvre et obstacles rencontrés

Des habitants inquiets, parfois en souffrance et qui développeraient des comportements d'évitement

Le climat social du quartier se dégraderait. Les locataires du parc social souffriraient de nuisances directes mais n'oseraient pas trop en parler, par craintes de représailles. Ils n'appelleraient que rarement la police ou la gendarmerie. Leur cadre de vie quotidien serait impacté, et certains auraient des difficultés à dormir. Les habitants des pavillons voisins auraient quant à eux un sentiment d'insécurité croissant et seraient inquiets d'une généralisation des problèmes dans le quartier.

Certaines familles retireraient leurs enfants de l'école. Il est difficile de mesurer l'ampleur de ce phénomène car les « sorties latérales » – c'est-à-dire les départs en cours de scolarité – sont rares. Toutefois, on observe des déménagements en dehors du quartier qui posent question. On sait également que certains parents privilégient des établissements privés.

D'autres parents éviteraient de laisser leurs enfants jouer avec les autres dans le quartier, par crainte des incidents.

Les habitants les plus anciens seraient **désappointés** : « ce n'est plus ce que c'était ». En parallèle, de nouveaux arrivants (notamment des familles modestes) seraient déçus par le quartier qu'ils imaginaient plus calme et envisageraient d'en partir.

Plus largement, des habitants et usagers du quartier développeraient des comportements d'évitement (comme l'autoécole, qui garerait ses voitures sur le parking du centre commercial). Un sentiment général d'insécurité et de détérioration se développerait, notamment dans la partie pavillonnaire qui aurait l'impression « que la ville basse monte pour embêter la ville haute ». Les locataires du parc social seraient également très concernés.

Les femmes et les personnes âgées, deux publics fortement touchés par le sentiment d'insécurité.

Les regroupements généreraient un malaise particulier chez une partie des femmes et des personnes âgées qui y seraient confrontées. Plusieurs acteurs locaux font état d'échanges qu'ils ont pu avoir avec des habitants à ce sujet, et soulignent le fait que beaucoup n'oseraient pas s'exprimer et demeureraient silencieux malgré des situations de souffrance.

De multiples initiatives lancées pour trouver des solutions...

Les problèmes étant anciens, **de nombreuses réponses ont été mises en œuvre au fil du temps pour tenter d'apaiser les tensions et améliorer la situation.**

En termes de conduite du partenariat :

- **Des rencontres partenariales entre les intervenants du quartier sont organisées.** Toutefois, la crise sanitaire a perturbé ce mode de fonctionnement.
- **La Ville pilote notamment une cellule de veille** à laquelle sont associés les acteurs locaux. Tous n'y participent néanmoins pas régulièrement.

En termes d'intervention sociale :

- **Le centre social a recruté en 2019 un animateur spécifique dont la mission consiste à aller à la rencontre des jeunes sur le terrain**, tout particulièrement des jeunes qui ne participent pas aux activités « classiques ». Cet animateur est au contact direct des jeunes dans l'espace public. Sa mission consiste à approcher ces jeunes, échanger avec eux et créer une relation de confiance afin de parvenir à les mobiliser sur des projets.
- **Le centre social a également conduit des actions d'accompagnement sur des projets**, tels que des séjours en dehors du quartier. L'organisation de séjours d'une semaine en bord de mer semble ainsi produire de bons résultats en matière de changement de comportements.
- **Le centre social est aussi allé à la rencontre des familles des plus jeunes enfants qui posaient des problèmes** pour essayer de comprendre la situation et trouver des solutions. Ses interventions s'inscrivent toutefois davantage dans un mode collectif qu'individuel et il est difficile d'assurer un accompagnement individualisé de personnes en particulier.
- **Les éducateurs de la Fondation AJD accompagnent une partie des jeunes.**
- **Le Directeur de l'école entre régulièrement en contact avec les familles des enfants les plus difficiles.**
- **Un Programme de Réussite Educative (PRE) est mis en œuvre dans le cadre de la Politique de la Ville.** Il redémarre actuellement, après plusieurs années d'interruption. Il s'agit d'un dispositif qui permet d'intervenir en amont, avant que la situation ne se dégrade.

- **L'association Apprendre autrement en s'amusant intervient sur la parentalité avec des professionnels** (thérapeutes, spécialistes...).
- **Il existe enfin un lieu d'accueil parents-enfants** sur la commune de Saint-Genis-Laval.

En termes de sécurité / tranquillité :

- **Des policiers municipaux ont été recrutés.**
- **Une intervention policière a eu lieu sur le quartier voisin des Collonges** pour y démanteler le trafic de drogue.
- **Des rondes sont effectuées en soirée** autour de l'école par les gardiens et la police municipale.
- **La police municipale a demandé aux éducateurs d'aller à la rencontre des jeunes pour essayer d'apaiser leurs relations avec la police.** Elle ne sait cependant pas si cette démarche a abouti.
- **Le groupe 3F a tenté de sécuriser les sous-sols de ses immeubles** en installant un contrôle d'accès par badges et en réparant la porte à plusieurs reprises, sans réel succès.
- **Des discussions seraient en cours entre la Mairie et Auchan concernant les caddies de supermarché.**

Les démarches engagées jusqu'à présent l'ont ainsi été dans des champs différents et complémentaires. Elles couvrent une grande partie de l'ensemble des enjeux identifiés dans le quartier des Basses Barolles. **Les initiatives menées en matière de pilotage du partenariat demeurent toutefois limitées, à la différence de celles déployées dans le domaine social qui sont relativement nombreuses.**

... confrontées à plusieurs freins

Malgré les efforts fournis, les démarches engagées jusqu'à présent se sont heurtées à un certain nombre de freins et de limites.

Une difficulté importante tient tout d'abord au fait que **plusieurs acteurs intervenant sur le quartier le font durant des horaires « de bureau »**. Qu'il s'agisse de l'animateur du centre social recruté pour aller à la rencontre des jeunes sur le terrain, des éducateurs de la fondation AJD ou des gardiens d'immeubles, tous ne

travaillent généralement pas après 21 heures ni le dimanche. **Or, une grande partie des problèmes se produirait la nuit, lorsque ces intervenants ne sont plus présents.**

En matière de coordination du partenariat, une carence de communication et de retour d'expériences est pointée à différentes reprises : plusieurs acteurs locaux ne savent pas quels ont été les résultats de plusieurs actions menées. Par exemple les interventions des médiateurs, ou de la police.

Sur un plan pratique, les bailleurs sociaux effectuent des réparations dès que des dégradations sont repérées. Malheureusement, de nouvelles dégradations se produiraient souvent rapidement après. Des caméras de vidéoprotection sont par ailleurs installées dans le quartier mais beaucoup sont défectueuses.

Certaines actions pourtant fructueuses prennent par ailleurs parfois fin, faute de financement pérenne. De même, le nombre très limité de places dans plusieurs dispositifs ne permet pas d'y orienter tous les jeunes qui pourraient en avoir besoin.

Enfin, le cadre réglementaire et légal au niveau national fait qu'il n'est actuellement pas possible d'apporter des sanctions disciplinaires voire judiciaires aux très jeunes qui créent des problèmes. De même, il n'est pas facilement possible de scolariser les élèves les plus perturbateurs dans d'autres quartiers.



Que pourrait-on faire demain ?

Pistes d'amélioration, leviers à actionner et erreurs à éviter

Maintenir l'équilibre social du quartier, améliorer le pilotage du partenariat et développer l'offre à destination des jeunes : trois axes structurants pour l'avenir

Les acteurs locaux ont de nombreuses idées pour améliorer la situation. A l'instar des réponses apportées jusqu'à présent, leurs propositions renvoient à différents champs d'intervention.

De façon générale :

- **Veiller à maintenir un équilibre social dans le quartier**, en évitant de regrouper trop de familles en difficultés dans les mêmes secteurs / immeubles / établissements scolaires.
- **Combiner prévention, éducation et répression** lorsque c'est nécessaire.

En matière de conduite du partenariat :

- **Renforcer l'animation, la coordination et la communication du partenariat** qui font défaut à ce jour, même si elles ne sont pas inexistantes. Trop de choses sont faites de façon éparse. Tous les acteurs locaux n'ont pas toujours connaissance de ce qui est fait par les différents intervenants. La Ville pourrait ici jouer un rôle clé, tout comme le Chargé de la Politique de la Ville. La structuration et le pilotage du maillage partenarial local apparaît comme une priorité à l'ensemble des acteurs locaux.
- **Essayer d'identifier les problèmes très en amont, pour éviter que la situation ne se dégrade ensuite.** Anticiper par exemple les effets à venir des différents confinements sur les jeunes enfants, en

partageant un diagnostic entre acteurs locaux, afin de prévenir de futures difficultés.

En matière d'intervention sociale :

- **Poursuivre et approfondir les actions d'ores-et-déjà engagées**, car beaucoup est déjà fait sur le quartier :
 - l'accompagnement global des familles ;
 - le travail sur la parentalité, en épaulant davantage encore les parents dans l'éducation et l'encadrement de leurs enfants ;
 - la « médiation entre pairs » ;
 - une approche plus coopérative de la gestion scolaire ;
 - etc.
- **Mobiliser davantage les familles les plus concernées, qui sont paradoxalement les plus difficiles à approcher.** Réfléchir pour cela à de nouvelles méthodes, approches, lieux... Ce ne sont pas les familles qui fréquentent déjà le centre social ou les associations qui sont les plus problématiques, mais au contraire celles que l'on n'y voit jamais.
- **Permettre au plus grand nombre de familles d'inscrire leurs enfants à des activités** afin de les faire rentrer dans un cadre.
- **Etoffer l'offre d'activités à destination des adolescents**, notamment durant les vacances.
- **Organiser des chantiers pour les jeunes** afin de les occuper et de leur permettre de s'investir différemment dans le quartier en dialoguant avec les habitants, tant en gagnant de l'argent de façon licite. Des chantiers pourraient

être organisés pour la rénovation des halls d'immeuble, par exemple.

- **Développer la médiation**, de différentes manières, afin de mieux se comprendre.
- **Organiser des temps de rencontres et d'échanges entre les jeunes et l'équipe municipale.**

En matière de vie locale :

- **Investir davantage l'espace public en ne le laissant pas aux seuls jeunes qui l'occupent.**
- **Développer un travail sur les relations intergénérationnelles** et sur l'interconnaissance au sein du quartier : la simple présence de jeunes dans l'espace public effraie parfois certains habitants, sans qu'il n'y ait toujours de réels problèmes.
- **Développer les commerces de proximité**, aujourd'hui peu présents en raison de la proximité et de la concurrence du centre commercial.
- **Organiser dans le quartier des permanences des services publics** qui n'y sont pas présents constamment : Mission Locale, Mairie, CPAM... Il existe actuellement une permanence dans le cadre du Revenu de Solidarité Jeunes. Ce dispositif débute tout juste.
- **Mettre à la disposition des jeunes une salle qu'ils gèreraient en autonomie... tout en étant accompagnés** par un animateur.
- **Créer un point d'information jeunesse dans le quartier.**

En matière de sécurité :

- **Renforcer la présence policière**, en permanence, et de nuit.
- **Systématiser la verbalisation des auteurs d'actes délictueux.**
- **Etablir un référent local pour la police**, afin qu'elle puisse dialoguer avec un interlocuteur qui connaîtrait bien la situation du quartier en temps réel et qui serait en mesure de faire remonter les problèmes. Ce rôle pourrait être joué par un élu local ou un bailleur social, par exemple.
- **Organiser des interventions pédagogiques de la police dans les établissements scolaires**, pour qu'elle

présente ses missions et se fasse mieux connaître des jeunes.

- **Installer par endroit des barrières** pour empêcher des personnes extérieures de venir avec des voitures dans le quartier. Seuls les habitants auraient des pass leur permettant d'y accéder.

Des acteurs locaux forces de propositions.

Les Basses Barolles bénéficient d'un réseau d'intervenants très investis dans la vie du quartier. Malgré le turnover observable sur certains postes, la plupart des acteurs locaux connaissent bien les enjeux du secteur et sont forces de propositions pour améliorer la situation. Leurs propositions s'appuient sur leur expérience de terrain et les contacts directs qu'ils peuvent avoir les habitants et usagers du quartier.

Des atouts sur lesquels s'appuyer

Pour concrétiser ces différentes pistes, il est d'ores-et-déjà possible de s'appuyer sur de réels atouts :

- Malgré les difficultés qu'il rencontre, **le quartier n'est pas du tout « à l'abandon »**. De nombreuses rénovations ont été effectuées et continuent de l'être, des équipements sont présents, le cadre de vie est qualitatif... Il est aujourd'hui bien équipé, avec des terrains de sport, un skate-park, une salle d'assemblée, etc.
- **Il existe d'ores-et-déjà un maillage d'intervenants significatif.** De nombreux acteurs sont présents de longue date dans le quartier, ainsi que plusieurs dispositifs : centre social, éducateurs de rue, école, associations...
- **Les intervenants sont très investis et ne souhaitent pas baisser les bras ni partir.** Ils ont le sentiment qu'il ne faut pas « abandonner le terrain » et au contraire, affirmer leur présence.
- **Le centre social est un acteur historique, qui travaille notamment avec les familles** depuis longtemps et implique des parents dans son fonctionnement.

- **Lorsque des activités sont organisés pour les jeunes, elles se déroulent généralement très bien.** De nouveau, les séjours en dehors du quartier produisent des résultats jugés encourageants.
- **L'école demeure aujourd'hui encore socialement très mixte.**

Des pièges à éviter

S'ils identifient des leviers à actionner, les acteurs locaux ont également conscience d'un certain nombre d'erreurs à ne pas commettre :

- **Opter pour une approche uniquement répressive.**
- **Accueillir un nombre trop important de nouvelles familles en situation de grande difficulté.**
- **Concentrer les jeunes les plus difficiles dans les mêmes établissements scolaires voire dans les mêmes classes.**
- **Procéder à des renvois d'établissements**, car cela casserait des parcours et générerait des périodes durant lesquelles les jeunes seraient totalement sans activité ni encadrement.
- **Planter trop d'équipements et de services dans le quartier, ce qui ferait que les habitants ne seraient paradoxalement pas incités à en sortir.**

Ce que l'on peut en retenir

Le quartier des Basses Barolles bénéficie de nombreux atouts. Plusieurs acteurs locaux s'interrogent toutefois sur l'évolution récente de sa situation sociale qui présenterait des signes de fragilisation. Les problèmes identifiés seraient essentiellement le fait de jeunes de 10/14 ans et 15/30 ans. Ceux de 14 ans (« génération 2007 ») apparaîtraient comme causant le plus de difficultés. Les incidents sont multiples et varieraient selon l'âge de leurs auteurs. Les incivilités présentes aux Basses Barolles existeraient depuis longtemps. De manière générale, on observe que des problèmes surgissent, s'aggravent, se calment, disparaissent quasiment...avant de réapparaître. Ce caractère cyclique des troubles complexifie considérablement leur surveillance et leur compréhension et génère une forme de lassitude, tant au sein de la population que chez certains acteurs locaux dont beaucoup ont été amenés à tenter de trouver des solutions. Les problèmes sont à la fois diffus et circonscrits à certains secteurs.

La précarité des jeunes et de leurs familles constituerait une première explication aux difficultés observées. Les jeunes eux-mêmes seraient souvent dans des situations socioéconomiques complexes. Beaucoup auraient eu une scolarité problématique, rendant difficile la construction de projets à moyen et long termes et la projection dans l'avenir. De façon très générale, les plus jeunes causeraient des problèmes car ils seraient livrés à eux-mêmes en l'absence d'adultes référents (parents, grands frères...) tandis que les grands s'ennuieraient et chercheraient simplement à s'occuper et à être ensemble quelque part, en l'absence d'un lieu dédié. La plupart des acteurs

locaux considèrent que les parents demeurent généralement mobilisés, même s'ils sont souvent confrontés à un cumul de difficultés qui leur rend le suivi de leurs enfants difficile. Les Basses Barolles auraient originellement été aménagées dans une « approche intégrée », mêlant logements sociaux et privés, centre commercial et écoles. **Morphologiquement, le quartier est très ouvert, offrant des cônes de vue et de nombreuses lignes de fuite.** La plupart des acteurs locaux interviewés considèrent que **les Basses Barolles manquent aujourd'hui de commerces et de services qui apporteraient de la vie, de la présence humaine, de la convivialité, des liens sociaux et in fine du contrôle social.** Bien que situé à proximité immédiate des Basses Barolles, le centre commercial Saint-Genis 2 ne jouerait pas un rôle de centralité à l'échelle du quartier. Il concurrencerait au contraire le commerce de proximité qui ne se développerait pas en raison de sa présence trop proche. **Plusieurs acteurs locaux occupant des fonctions importantes sont arrivés récemment.** Ce turnover complexifie le partenariat local pour lequel davantage de continuité serait souhaitable.

Le climat social du quartier se dégraderait. Les locataires du parc social souffriraient de nuisances directes mais n'oseraient pas trop en parler, par craintes de représailles. Les habitants les plus anciens seraient déçus : « ce n'est plus ce que c'était ». En parallèle, de nouveaux arrivants (notamment des familles modestes) seraient déçus par le quartier qu'ils imaginaient plus calme et envisageraient d'en partir. Plus largement, des habitants et usagers du quartier développeraient des comportements

d'évitement. Les regroupements généreraient un malaise particulier chez certaines femmes et personnes âgées qui y seraient confrontées. **Les problèmes étant anciens, de nombreuses réponses ont été mises en œuvre au fil du temps pour tenter d'apaiser les tensions et améliorer la situation**, tant en termes de conduite du partenariat, d'intervention sociale, de sécurité / tranquillité. **Malgré les efforts fournis, les démarches engagées jusqu'à présent se sont heurtées à un certain nombre de freins et de limites.** Une difficulté importante tient tout d'abord au fait que plusieurs acteurs intervenant sur le quartier le font durant des horaires « de bureau ». Or, une grande partie des problèmes se produirait la nuit, lorsque ces intervenants ne sont plus présents. En matière de coordination du partenariat, une carence de communication et de retour d'expériences est pointée à différentes reprises.

À l'avenir, les acteurs locaux proposent essentiellement de veiller à maintenir un équilibre social dans le quartier, en évitant de regrouper trop de familles en difficultés dans les mêmes secteurs / immeubles / établissements scolaires ; **de renforcer l'animation, la coordination et la communication du partenariat** qui font défaut à ce jour, même si elles ne sont pas inexistantes ; **de poursuivre et approfondir les actions d'ores-et-déjà engagées**, car beaucoup est déjà fait sur le quartier ; d'étoffer l'offre d'activités à destination des adolescents, notamment durant les vacances et de développer la médiation, de différentes manières, afin de mieux se comprendre. **Ils suggèrent également d'investir davantage l'espace public en ne le laissant pas aux seuls jeunes qui l'occupent ; de mettre à la disposition des jeunes une salle qu'ils gèreraient en autonomie... tout en étant accompagnés par un animateur** mais également **de renforcer la présence policière**, en permanence, et de nuit et de systématiser la verbalisation des auteurs d'actes délictueux. Ils identifient pour cela plusieurs leviers sur lesquels s'appuyer, ainsi que des pièges à éviter.

Glossaire

ACRONYME	Signification
AJD	Amis du Jeudi Dimanche
APF	Association des paralysés de France (France handicap)
CPAM	Caisse Primaire d'Assurance Maladie
PRE	Programme de Réussite Educative
SESVAD	Services Spécialisés pour une Vie Autonome à Domicile

Remerciements / liste des personnes interviewées :

Bariot, Denis. Directeur de l'Ecole Paul Frantz
Bouchard, Margot. Référente municipale Plan cantine et garde du soir à la Ville de Saint-Genis-Laval
Brahimi, Soraya. Responsable de Secteur chez Alliade Habitat
Capon, Damien. Commandant de brigade à la Gendarmerie de Saint-Genis-Laval
Dahmane, Salah. Directeur du Centre social et culturel des Barolles
Delmas, Sylvie. Cheffe de Service social à la Maison de la Métropole de Saint-Genis-Laval
Garchette, Julien. Chef de Secteur chez Immobilière Rhône Alpes 3F
Martel, Rémi (et son équipe). Chef de Service prévention spécialisée à la Fondation AJD Maurice Gounon
Merazig, Zora. Responsable de l'Association Apprendre autrement en s'amusant
Meunier Martin, Martine. Responsable Enfance jeunesse à la Ville de Saint-Genis-Laval
Saltré, Marie-Anne (et son équipe). Chef de Service social au Sesvad
Tisserand, Lionel. Principal du Collège Paul d'Aubarède
Try, Guillaume. Chef de Projet Politique de la Ville à la Ville de Saint-Genis-Laval
Usselmann, Patrick. Responsable Police Municipale de Saint-Genis-Laval
Vicente, Julie. Coordinatrice chez At Home

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Réfèrent : **Richard Nordier** - r.nordier@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'Urbanisme de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme

GRAND LYON
la métropole

